

**Éduquer en vue du développement soutenable :
Une urgence face au changement climatique**

Intervention de M. Yves REINKIN

**Vice-Président de la CECAC
à la Conférence parlementaire francophone sur
les changements climatiques
Tenue à Brazzaville (République du Congo), le 28 mai 2014**

Monsieur le Président,
Messieurs les présidents d'Assemblée,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs, en vos titres que je sais importants et vos qualités qui le sont davantage encore,

Je me suis un bref moment interrogé sur les raisons de ma présence à cette conférence. Non pas parce que les enjeux du réchauffement climatique ne font pas partie des questions que je porte comme vous. Mais bien parce que je viens du monde de l'enseignement et de l'éducation, un monde qui a été très, trop souvent oublié par ceux-là qui se réunissent depuis tant d'années pour réfléchir et chercher des solutions au défi du changement global qui concerne aujourd'hui toutes les dimensions de l'écosystème Planète-Terre (biodiversité, climat, fonctionnement des océans, cycle de l'eau, du carbone...) et toutes les dimensions de l'existence de l'espèce humaine (diversité des cultures, conflits, systèmes économiques, organisation des états, éducation, gouvernance locale et mondiale...).

C'est au sommet de la Terre, à Rio en 1992, que pour la 1^{ère} fois mondialement, l'éducation est mise en avant pour trouver des pistes de solution pour notre avenir à tous. Dans sa déclaration, le 21^{ème} principe dit ceci : « Il faut mobiliser la créativité, les idéaux et le courage des jeunes du monde entier afin de forger un partenariat mondial de manière à assurer un développement durable et garantir à chacun un avenir meilleur ». Face à notre terrible difficulté à répondre dans les faits à la question posée par le conseil de l'Europe en 1970 : « quelle terre laisserons-nous à nos enfants ? », Rio appelait les nouvelles générations à la rescousse. L'agenda 21, document clef issu lui aussi de Rio évoquait alors presque dans tous ses chapitres l'importance de l'accès à l'information, des programmes de sensibilisation et d'éducation pour tous afin de rendre les personnes aptes à participer activement aux changements indispensables qu'implique la prise au sérieux d'un avenir humain solidaire de toutes les générations à venir.

Il faudra 10 ans pour que les Nations Unies, à Johannesburg, proclament, vu les lenteurs des changements nécessaires, une décennie de l'éducation au développement durable. A Vilnius en 2005, pour la zone Europe, 70 pays indiqueront que « l'éducation est non seulement un droit de l'homme, mais également une condition sine qua non du développement durable et un outil indispensable à une bonne gouvernance, à des décisions éclairées et à la promotion de la démocratie. Cette éducation développe et renforce la capacité des individus, des groupes de personnes, des collectivités, des organisations et des pays à former des jugements et à faire des choix qui vont dans le sens du développement durable. Elle peut favoriser un changement des mentalités et, ce faisant, permettre la création d'un monde plus sûr, plus salubre et plus prospère, où la qualité de la vie est meilleure. Cette éducation peut conduire à une réflexion critique ainsi qu'à une prise de conscience plus grande et à une autonomie accrue permettant l'exploitation de nouveaux horizons... ».

Nous sommes en 2014, à quelques mois de la rencontre de Dakar et à un an de Paris 2015, où en sommes nous face à la question de « Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ? ». Quelle planète, quel climat, quel environnement, quelle qualité de l'air, quel respect des cultures, quelle égalité des chances, quelle solidarité internationale (entre le

Nord et le Sud mais aussi entre le Sud et le Sud...), quelle citoyenneté, quelle santé, quelle paix finalement pour tous laisserons-nous à nos enfants ? Quelle paix en effet. Les bouleversements climatiques planétaires, les tensions sur les ressources et les déplacements de population qu'ils pourraient entraîner risquent de devenir l'une des sources majeures de conflits dans les décennies à venir. Ce n'est pas à Jean-Pascal Van Ypersele qui, depuis tant d'années au sein du GIEC, constate une forme d'impuissance mondiale à infléchir les émissions de gaz à effet de serre, qu'il faut dire combien l'éducation peut être le levier à court, moyen et long terme des transformations à accomplir au sein de nos sociétés pour prévenir les tensions et accomplir la mutation des modèles de développement insoutenables qui dominent aujourd'hui.

Quelle terre laisserons-nous à nos enfants, disais-je ? N'ayant pas le temps de nous offrir une minute de silence embarrassé face à ces questions qui nous renvoient toutes à nous-mêmes, il est donc vital de nous poser de façon plus radicale que jamais la question : « quels enfants laisserons-nous à notre unique terre ? ». Autrement dit, quelles sont nos priorités, à nous adultes, gouvernements et parlementaires, éducateurs, parents, enseignants, formateurs, animateurs pour offrir à nos jeunes les capacités d'être demain des hommes et des femmes debout, émancipés, solidaires des autres et attentifs à préserver notre Résidence commune ? Dit autrement, comment promouvoir, en fonction de nos pays respectifs et en lien avec les autres, une formation intégrale du citoyen, plus conscient de ses responsabilités et de ses choix, capable de mieux comprendre les grands défis planétaires et de s'engager plus activement dans la construction de solutions.

L'éducation au développement durable est donc bien un acte politique dans le sens le plus noble du terme. L'avenir de notre si fragile planète bleue, dont le climat est un élément essentiel, et de l'humanité dépend des systèmes d'éducation au développement soutenable que nous serons capables de mettre en place. Je le dis sans affolement, sans fatalisme aucun. Au contraire, il s'agit de donner des raisons d'espérer et de se battre pour un monde meilleur. Car du travail se fait déjà partout dans nos pays, mais souvent de façon trop timide et dispersée face à l'urgence. Sur le terrain, ceux qui s'attachent à cette éducation globale sont confrontés à des obstacles structurels auxquels on n'ose pas vraiment s'attaquer. Nos écoles ne sont pas vraiment préparées et outillées à travailler avec les enfants et les jeunes sur les valeurs, l'engagement, la responsabilité, la participation. Les disciplines restent souvent cloisonnées alors que l'EDD demande de la transversalité. Elle de tous les cours et de toutes les activités. On peut apprendre à lire, écrire et calculer, on peut apprendre une langue, on peut découvrir les sciences, la géographie, l'économie, le travail du bois ou la mécanique en y intégrant l'EDD. En ce sens, les pays d'Afrique francophone, parce qu'ils sont en marche dans la construction d'une éducation inclusive et de qualité pour tous, peuvent sans doute éviter certaines habitudes prises par les pays du Nord et qui les mettent en difficulté pour mener cette transformation pourtant vitale.

Et je sens, au sein de la Francophonie, une brise légère mais vivifiante soufflant sur cet enjeu. Est-ce parce que nous portons au plus intime de nous-mêmes, nous francophones, des valeurs de solidarité, de fraternité, d'égalité ? Depuis 4-5 ans en tout cas, des prises de position et des engagements vont résolument dans le sens de l'EDD.

J'en veux pour preuve, la résolution adoptée à l'unanimité par les parlementaires lors de l'AG de l'APF à Bruxelles en juillet 2012. Adressée aux Chefs d'Etat et de Gouvernements, la résolution recommande notamment de :

« PRENDRE toutes les mesures utiles afin de rencontrer les objectifs du programme de l'«Éducation pour tous» et de la «Décennie de l'éducation au développement durable» de l'UNESCO, notamment ceux permettant de lutter contre l'analphabétisme, de proposer prioritairement à tous un enseignement primaire gratuit et de qualité et d'atteindre la parité fille – garçon, et d'intégrer l'éducation à l'environnement et au développement durable dans tous les cursus scolaires et universitaires;

PROMOUVOIR des valeurs de respect des droits humains, des écosystèmes de la Terre et de la diversité culturelle ainsi que l'engagement en faveur d'une justice sociale, d'une responsabilité intergénérationnelle, d'une culture de la tolérance et de la paix;

PROMOUVOIR des attitudes et des comportements propices à une culture tournée vers la durabilité et la viabilité par une approche participative qui se structure autour de problèmes concrets à résoudre en fonction du contexte;

RÉCONCILIER l'activité économique et l'activité éthique par le développement de partenariats entre le monde économique et le monde social;

FORMER les enseignants aux enjeux du développement durable par le biais de formations de qualité, initiales et continues afin de les amener à entrer dans des démarches participatives, à échanger et mutualiser leurs expériences;

ENCOURAGER les mouvements de coopération à tous les niveaux, par toutes les parties prenantes afin de s'orienter vers la conception de politiques, de programmes et de pratiques innovantes pour l'éducation en vue d'un développement durable;

INVITE l'Organisation de la Francophonie (DEF, DDS, IEPF), les autres opérateurs de la Francophonie (AUF, TV5, AIMF, Université Senghor) et la CONFEMEN à inclure, partout et dès à présent, l'éducation au développement durable au cœur de leur mandat et programmation. Et, pour l'heure, d'évaluer la possibilité d'entreprendre un projet pilote de mise en réseau des établissements scolaires, des structures institutionnelles et des espaces éducatifs de la société civile impulsant l'éducation au développement durable pour tous et tout au long de la vie. »

J'en veux pour preuve aussi, la dernière merveilleuse rencontre de la CONFEMEN à Dakar en mars dernier qui préparait la réunion des ministres de l'éducation à Abidjan en juillet prochain et qui traitait de l'éducation inclusive et de qualité pour tous. Lors des travaux, il a été clairement indiqué qu'une école dite de qualité doit garantir aux jeunes l'acquisition de compétences indispensables pour vivre et travailler. Il est ainsi constaté que pour y parvenir, il est nécessaire de développer le préscolaire, de revoir les curricula de formations des enseignants et des enfants pour y intégrer l'étude des problématiques émergentes telles l'éducation à la paix, la citoyenneté, l'égalité des genres ou encore l'éducation en vue du développement durable. Une éducation multidisciplinaire donc comme l'est l'EDD. Celle-ci doit permettre à nos enfants de faire des choix qui tiennent compte de la complexité de la vie quotidienne moderne et d'y faire face en ayant conscience des répercussions en matière d'environnement (et donc de climat), de santé, de culture, de relations intergénérationnelles, d'économie, de Droits de l'Homme aussi...

Cette même CONFEMEN reconnaît ainsi que l' « *Education au développement durable, au sens des objectifs du Millénaire pour le développement, se trouve au cœur de la stratégie du développement d'une éducation de qualité, capable de faire émerger des systèmes éducatifs de plus en plus performants. Cette vision est en phase également avec les objectifs du programme Education pour tous pour le millénaire de l'Unesco.* » Du 10 au 12, nous reviendrons sur ces enjeux avec 40 ministres de l'éducation annoncés de pays francophones.

J'en veux pour preuve encore la rencontre de la commission de la coopération réunie à Lomé en avril dernier. Nous y avons entre autres réfléchi à l'économie verte, l'économie circulaire, qui ouvre à autre progrès possible avec des indicateurs de « soutenabilité ». Et donc naturellement parlé aussi d'éducation aux métiers dits verts et à la « verdurisation » des différentes professions et des formations qui y mènent. Je pense en particulier aux formations techniques et professionnelles qui peuvent facilement ouvrir leurs portes à l'EDD.

Le train est donc en marche. Il s'agit à présent de le mener à destination. Comment ? La priorité à mes yeux est de travailler à la formation et à l'information. Le défi est immense mais il est à la dimension des enjeux vitaux qui sont les nôtres. Formation des parlementaires pour les rendre, comme le disait un collègue hier, proactifs et réactifs pour offrir un cadre et des outils à ceux qui seront chargés d'éduquer et de former sur le terrain. Formation aussi des responsables nationaux et régionaux de l'éducation, des responsables de collectivités locales, des inspections, des associations en lien avec les écoles et, bien entendu, de ceux qui sont les plus proches des jeunes et sans qui rien ne sera possible, les instituteurs et les professeurs de tous les niveaux de l'enseignement.

L'OIF et ses partenaires, et l'APF ont un rôle majeur à jouer en ce sens. Le défi est immense pour tous nos pays du Nord comme du Sud, je le disais, à la hauteur de ce que nous souhaitons pour nos enfants et petits-enfants, à la hauteur de l'éducation de qualité que nous voulons leur offrir à tous. Cela coûtera certes, mais pas nécessairement plus cher qu'aujourd'hui, et surtout cela transformera le résultat. Et puis, si nous sommes conscients des enjeux pour les générations qui arrivent, il appartient à la communauté internationale de saisir sa responsabilité historique d'engager solidairement ces moyens lourds indispensables à cette transformation des systèmes éducatifs et à la généralisation progressive, partout sur le globe, d'une éducation qui placera en son centre un développement durable en profondeur.

Pour conclure, permettez-moi ces quelques paroles tirées d'un discours prononcé à Lyon en 2012 par un grand homme (dans tous les sens du terme), en préparation à Rio + 20 :

« Je crois que jamais la conscience de vivre dans un monde unique, dont nous ne pouvons sortir rapidement pour trouver ailleurs des solutions, jamais cette conscience n'a été aussi forte, ni aussi partagée. Mais, malheureusement, je crois que jamais, également, l'enchevêtrement des intérêts, l'expression des besoins, le désir de préserver des acquis n'ont été aussi intenses, aussi complexes, aussi difficiles à analyser et à démêler. Jamais le risque d'incohérence n'a été aussi constant, ni aussi pesant.

Les causes en sont connues. De plus, la crise économique et financière favorise la montée des égoïsmes et des réflexes de survie, augmentant la vulnérabilité de nombreuses communautés, des plus démunies aux plus développées. Le changement climatique accroît l'insécurité alimentaire et prépare l'apparition de réfugiés d'un nouveau genre, chassés de territoires invivables, voire anéantis. Les inégalités se creusent, au sein

des pays et des régions, mais également entre régions et continents, nourrissant les incompréhensions entre des collectivités pourtant rapprochées par les moyens de communication et d'information.

C'est le devoir de la Francophonie que de continuer à participer à ces efforts de réflexion, d'information, de formation et de diffusion des bonnes pratiques. C'est son privilège spécifique d'offrir des lieux de concertation où toutes les possibilités sont examinées sans idée préconçue. C'est son avantage de mobiliser la diversité de ses membres, la multiplicité de leurs points de vue et parfois l'incompatibilité de leurs intérêts afin d'élaborer des consensus porteurs d'avenir. »

Ce grand homme, c'est Abdou Diouf. Puisseons-nous l'entendre et mettre l'EDD au cœur des débats qui se dérouleront à Dakar fin novembre prochain quand nous parlerons de « Femmes et jeunes en Francophonie, vecteurs de paix et acteurs de développement ». Puisseons-nous l'entendre quand nous nous réunirons en Nations Unies à Paris en décembre 2015 pour parler des changements climatiques et dont un des défis majeurs sera de poser les bases des engagements de nos pays pour la période post 2020. Partout, faisons en sorte que l'éducation en vue du développement soutenable qui intègre l'enjeu du réchauffement climatique ne soit pas oubliée, mais bien considérée comme une priorité pour aujourd'hui et pour demain. L'heure est venue de passer du développement insoutenable au monde durable en l'intégrant à nos systèmes éducatifs. Le temps n'est plus aux paroles mais aux actes.